



Bilan de travail du Député fédéral Daniel Senesael

Session parlementaire 2021-2022



Table des matières

Introduction	3
1. Une police renforcée et plus efficace	5
Améliorer la confiance des citoyen.ne.s envers leur police	5
La formation, les moyens et le statut de nos policiers.....	6
2. Stop aux PFAS !	7
La situation	7
Les demandes.....	8
3. Les actions pour le climat	9
4. La lutte contre les discriminations	10
Don de sang des hommes homosexuels : première étape vers la fin du délai d'abstinence !	10
Les violences contre les personnes LGBTQIA+	10
La participation des Belges de l'étranger au débat politique	11
5. Les problématiques locales et transfrontalières au cœur de mon travail !	12
La frontière et les relations franco-belges	12
Le Parlement Benelux.....	12
6. Le numérique au service de la société	13
La cybersécurité	13
Le respect des droits et la protection des données	13
L'impact climatique	14
Annexes – Tableaux récapitulatifs	15
QUESTIONS.....	15
Commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières administratives	15
Commission de l'Energie, de l'Environnement et du Climat.....	16
Commission de la Santé et de l'Egalité des Chances.....	17
Commission de la Mobilité, des Entreprises publiques et des Institutions fédérales	17
Commission de l'Economie, de la Protection des consommateurs et de l'Agenda numérique	17
Commission des Finances et du Budget.....	18
Commission de la Justice.....	18
Commission des Relations extérieures	18
Séance plénière	19
PROPOSITIONS DE LOI ET DE RÉOLUTION	19
RAPPORTEUR.....	20

Introduction

Mon travail de Député fédéral à la Chambre des représentants fut non des moindres en cette session 2021-2022. En effet, l'année écoulée s'est vue riche en engagements, en réflexions, et en efforts dans le but d'apporter des avancées importantes face aux enjeux de notre société.

Si la première partie de la session a été marquée par le sursaut de la crise sanitaire et la continuité des réunions en distanciel, le début de l'année 2022 a vu s'ouvrir les portes du Palais de la Nation afin de rejoindre les bancs de l'assemblée fédérale belge en chair et en os.

A distance ou non, nos initiatives n'ont pas manqué pour faire avancer les choses dans le bon sens et proposer, encore et toujours, une politique ancrée dans les valeurs socialistes de la justice, de l'égalité et de la solidarité. J'ai eu l'occasion de questionner nombre de nos ministres au sujet de leurs projets et des problématiques touchant au cœur nos concitoyen.ne.s en effectuant, chaque jour, la fonction parlementaire de contrôle de l'action gouvernementale. Ce processus démocratique visant à s'informer des projets proposés par le gouvernement et à interpellier ces derniers au sujet de leur mise en œuvre et des résultats qu'il convient d'en récolter, fait partie intégrante de la fonction que nous occupons.

Mon engagement s'est concentré autour de grands axes qui me sont chers : le renforcement des services de police et de leur efficacité auprès de la population, l'action climatique à la hauteur des défis actuels, la lutte contre les discriminations, les enjeux du numérique, et surtout, la remontée des problématiques citoyennes. Tant de questions qui nécessitent des initiatives réfléchies et ambitieuses. Dans ce cadre, 91 questions (75 orales et 16 écrites) ont été posées auprès des différents membres du gouvernement fédéral.

Ma volonté d'inscrire notre société dans le progrès requiert également un travail de fond sur des sujet novateurs et voués au bien commun. J'ai donc déposé plusieurs propositions de loi et de résolution au cours de l'année afin de combler la seconde partie du travail de Député fédéral : soumettre des initiatives au gouvernement.

Chaque texte nécessite un long parcours depuis l'émanation de la réflexion initiale jusqu'à l'adoption en séance plénière mais mon abnégation et ma ténacité ne faiblissent pas pour que la vie de chacun.e puisse s'améliorer.

Je réitère donc la publication de ce document annuel pour vous faire découvrir de façon claire et explicitée mon bilan parlementaire, mes interventions et propositions, tout en vous invitant à prendre contact avec mon cabinet (via l'adresse mail : bourgmestre@estaimpuis.be ou baptiste.vancraeynest@estaimpuis.be) pour me faire part de vos questions, revendications, ou demandes à faire remonter au sein de la Chambre des représentants.

Votre tout dévoué

Daniel Senesael,
Député fédéral – Bourgmestre d'Estaimpuis

1. Une police renforcée et plus efficace

Fort de mon expérience d'élu local et de Président du Collège de la Zone de Police du Val-de-l'Escaut, je me suis efforcé, durant cette session parlementaire, à faire remonter les informations qui me sont parvenues, à la Chambre des représentants. Mon action au sujet de nos services de police s'est développée autour de deux axes : d'une part, le renforcement des moyens et de la formation, de l'autre, un travail plus efficace et au plus proche de nos concitoyen.ne.s.

Améliorer la confiance des citoyen.ne.s envers leur police

Le 10 mars 2022, ma proposition de résolution visant à améliorer la confiance des citoyen.ne.s envers leur police en instaurant et renforçant la médiation dans le traitement des plaintes a été adoptée par la Chambre des représentants.

Le rapport 2020 du Comité permanent de contrôle des services de police a mis en évidence une augmentation substantielle du nombre de plaintes déposées à l'encontre de nos services de l'ordre : plus de 17% d'accroissement entre 2019 et 2020. Face à ces chiffres alarmants et fort de mon expérience de proximité avec la population demandeuse d'une confiance accrue envers nos policiers, j'ai déposé un texte afin d'établir des solutions durables pour l'avenir en développant deux demandes au gouvernement fédéral. D'abord, la résolution a pour but l'amélioration du suivi des plaintes d'un.e citoyen.ne via une procédure claire et indépendante dans l'ensemble des zones de police et au niveau fédéral afin de lui donner tout le soutien et les informations nécessaires. Ensuite, celle-ci réclame l'organisation d'une table ronde réunissant les acteurs concernés, afin d'identifier les éléments indispensables pour la mise en œuvre effective et efficiente de la médiation au sein de la police.

« La confiance de nos citoyens - jeunes ou moins jeunes - en nos institutions et le respect mutuel sont des clefs essentielles de notre vie en en société. (...)

D'une part, cette relation de confiance contribue au sentiment de sécurité des citoyens dans leur société et leurs relations avec les services publics et d'autre part, celle-ci contribue à instaurer un climat favorable à la réalisation du travail policier, au quotidien. » - Daniel Senesael

Au travers de ma proposition, j'appuie mon engagement à ce que les citoyen.ne.s aient le droit de se plaindre lorsqu'ils estiment que leurs droits n'ont pas été respectés, et à ce qu'une médiation neutre soit utilisée plus largement face à des faits ne constituant pas un délit mais portant atteinte à la confiance mutuelle.

La formation, les moyens et le statut de nos policiers

En tant que membre effectif de la Commission de l'Intérieur, j'ai mis un point d'honneur à m'informer sur les conditions de travail, de recrutement et de formation de nos policiers, tant dans le cadre des négociations sectorielles concernant la revalorisation salariale ou de l'indexation automatique des salaires, qu'à propos de lutte contre les discriminations, du bien-être animal, de la qualité et de la disponibilité des équipements et du matériel, ou encore à l'utilisation des *bodycams*, des caméras ANPR, des pistolets à impulsion électrique et des véhicules. Ces questions sont décisives pour la protection de tou.te.s mais posent également des conséquences pour la gestion des pouvoirs locaux, dont j'ai, comme toujours, eu à cœur d'investiguer dans chacune de mes interventions.

2. Stop aux PFAS !

Les PFAS constituent l'un des mes chevaux de bataille au sein de la Commission Environnement du Parlement fédéral. Après une proposition votée en juillet 2021 pour plus de transparence des produits contenant des PFAS, ma proposition de résolution visant à lutter contre la pollution et les risques sanitaires liés à l'exposition aux PFAS présents dans les emballages alimentaires a été adoptée unanimement en séance plénière du 7 juillet 2022, après de nombreux mois de travail.

Depuis plus d'un an, les PFAS sont au centre de l'actualité. Ces substances chimiques toxiques ont été au cœur du scandale de Zwijndrecht, où des valeurs de pollution très élevées ont été observées à proximité de l'usine 3M, et ont mis en lumière auprès du grand public les dangers pour la santé. Ces substances sont abondamment utilisées pour ignifuger ou imperméabiliser des objets, des emballages etc.

La situation

Les risques pour la santé associés à l'exposition aux PFAS sont pourtant extrêmement préoccupants : on déplore cancers, perturbation du système endocrinien, hypothyroïdie, augmentation du taux de cholestérol, impact sur le fœtus, complication de la grossesse ou encore retard de la puberté, ...

Le principe de précaution plaide donc pour une interdiction des PFAS dans les emballages alimentaires. Des pays comme le Danemark ou les Pays-Bas ont déjà mis en place cette interdiction. Et l'Europe elle, n'a pas encore tranché.

Pourtant, en mai 2021, une enquête réalisée par neuf ONG européennes sur la présence de PFAS dans les emballages alimentaires en papier et en carton utilisés en Europe a révélé que l'ensemble des produits analysés présentaient des traces de PFAS. Pire encore : dans la majorité des cas, on constatait un traitement intentionnel aux PFAS et des taux jusqu'à 60 fois supérieurs au seuil de sécurité de 20 µg de substance fluorée par gramme de papier et de carton ont été observés.

Les demandes

A cet égard, mon texte demande à bannir les PFAS des emballages alimentaires en papier et en carton (boîtes à pizza, saladiers en carton, emballages de sandwiches, boîtes de céréales, sachets de frites, boîtes à pâtes, etc.).

Concrètement, « si début 2023, la Commission européenne ne tranche pas et ne propose pas d'interdire purement et simplement l'utilisation des PFAS dans les emballages alimentaires, alors le gouvernement devra activer les leviers qui sont les siens, et bannir ces substances toxiques de nos emballages alimentaires en papier et en carton au niveau national. L'alimentation est l'un des principaux facteurs d'exposition aux PFAS. Nous ne pouvons accepter que nos concitoyen.ne.s soient quotidiennement confrontés, sans le savoir, à des emballages contaminés par de telles substances toxiques. Je suis particulièrement heureux que ce texte, qui offre une garantie à notre population, soit approuvé en séance plénière à la Chambre et que nous puissions au plus tôt déjà échanger avec le Danemark ou les Pays-Bas des bonnes pratiques pour nous protéger de ces substances dangereuses ».

Une nouvelle étape a donc été franchie en vue de protéger la santé de la population belge et je m'engage à tout mettre en œuvre pour que ce dossier puisse aboutir sur des mesures concrètes.

3. Les actions pour le climat

Lors des séances de la Commission de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat, dont je suis membre effectif, je me suis engagé à la promotion d'actions climatiques tant au niveau national qu'international. En questionnant nos différents ministres, notamment sur les intentions du gouvernement suite à la publication de la seconde partie du sixième rapport du GIEC en février 2022, le package « Fit for 55 » de la Commission européenne, ou les préparatifs et les ambitions relatifs à la Conférence de Glasgow de 2021 sur les changements climatiques (COP26), j'ai ancré les questions climatiques au cœur de mon travail d'information et de relai des préoccupations citoyennes. Les nombreux rapports et enquêtes publiés ces derniers mois ont formé le corps de mes interrogations, entre autres sur l'utilisation des labels environnementaux et les études de Test Achat s'y attelant, le rapport de la Cour des Comptes en matière de taxation et de climat mais aussi le monitoring sur les polluants chimiques ou les mesures développées concernant le bruit sous-marin continu et la réduction des émissions de CO2.

Aussi, j'ai pris l'initiative de questionner les membres de notre gouvernement sur leurs projets en termes d'action climatique. Le développement d'un Organe de Coordination pour l'Analyse la Menace climatique (OCAM climat) ou encore du Haut Comité pour une transition juste, mais également les mesures fédérales pour les années 2023-2026 ou le plan d'action fédéral pour une économie circulaire, ont guidé mes questions dans le but de continuer le travail démocratique d'information et de contrôle de l'action gouvernementale.

Tant de dossiers sur lesquels ma volonté ne fléchit pas afin que les actions se meuvent dans un esprit commun d'endiguer les changements climatiques et de prendre le pouls de leurs conséquences pour notre société.

4. La lutte contre les discriminations

La lutte contre les discriminations a, constamment, fait partie intégrante de mon engagement politique. Depuis l'été dernier, je me suis efforcé de soutenir les personnes discriminées pour inscrire notre société dans le progrès, la justice et les valeurs sociales. Cette lutte s'est développée aux confins des droits et libertés de la communauté LGBTQIA+ mais également des discriminations fonctionnelles subsistant dans notre structure institutionnelle.

Don de sang des hommes homosexuels : première étape vers la fin du délai d'abstinence !

La proposition socialiste, que j'ai co-signée et qui réduit drastiquement les restrictions au don de sang visant les hommes homosexuels a été adoptée par la Chambre des représentants le 2 juin dernier.

En s'appuyant sur les avis scientifiques et les expériences internationales, les membres du groupe socialiste du Parlement fédéral ont déposé une proposition de loi qui a été votée en séance plénière. Ce texte marque une première étape importante vers la fin de toute restriction basée sur l'orientation sexuelle du donneur, en supprimant la période d'abstinence obligatoire de 12 mois imposée aux hommes homosexuels après leur dernier rapport sexuel et en la ramenant, de manière transitoire, à 4 mois.

Co-auteur de la proposition, je me réjouis de cette décision qui apporte une belle avancée dans la lutte contre les discriminations, tout en réaffirmant qu'il faille aller plus loin. L'objectif final restant la suppression pure et simple des discriminations liées au don de sang, une prochaine proposition de loi consistera à éliminer totalement un quelconque délai d'abstinence.

Les violences contre les personnes LGBTQIA+

Les questions liées aux violences intrafamiliales ou celles commises contre les personnes LGBTQIA+ ont guidé mes interpellations au sein de la Chambre des représentants. Malheureusement, les violences commises à l'égard des personnes LGBTQIA+ existent encore bel et bien dans notre pays. Lutter contre celles-ci doit être une priorité comme la lutte contre l'ensemble des violences sexuelles et de discriminations.

Toujours plus engagé dans cette lutte, j'ai donc interpellé les ministres fédéraux compétents à de nombreuses reprises pour suivre leur travail mais également pour les encourager à prendre plus d'initiatives encore. Certes, des progrès sont présents comme le témoignent les plans wallon et fédéral d'inclusion des personnes LGBTQIA+, l'adoption et le mariage pour tou.te.s, le recours à la PMA ou les lois anti-discriminations, mais le combat ne peut se terminer tant que chacun.e ne pourra pas être celui.celle qu'il.elle est. Tant que chacun.e ne pourra simplement pas embrasser celle.celui qu'il.elle aime dans la rue.

Je veillerai donc à ce que les plans soient mis en œuvre, à ce que les projets prennent effet et à ce que les mesures soient suivies, en questionnant notre gouvernement au sujet de ces actes haineux, des faits de violences et de discriminations, tout en continuant à plaider en faveur d'une formation et d'un suivi adapté des plaintes auprès de nos services policiers ou judiciaires.

La participation des Belges de l'étranger au débat politique

Favoriser l'implication des citoyen.ne.s dans le débat politique est essentiel pour que leurs voix puissent se faire entendre au sein de notre assemblée parlementaire. Aujourd'hui, la loi prévoit qu'une pétition doit être signée par écrit ou par voie électronique par au moins 25.000 personnes âgées d'au moins 16 ans et domiciliées en Belgique pour pouvoir être entendue par la Chambre.

J'ai donc déposé une proposition de loi afin de moderniser les mécanismes de participation citoyenne en permettant aux Belges domiciliés à l'étranger de soutenir une pétition adressée à la Chambre des représentants. Ce texte fut adopté le 12 juillet 2022 en première lecture par la Commission de l'Intérieur.

Le droit de pétition est un droit constitutionnel dans notre pays, la réglementation doit donc se moderniser et s'ouvrir afin que chacun.e puisse s'exprimer dans le débat démocratique. Aucune discrimination ne doit subsister au sein de nos institutions.

5. Les problématiques locales et transfrontalières au cœur de mon travail !

Bourgmestre d'une commune transfrontalière et habitée par de nombreux ses voisin.e.s français.e.s, mon travail parlementaire se veut être le relai des interrogations et des problématiques que vivent nos concitoyen.ne.s. C'est ainsi que je suis resté engagé, au sein de l'assemblée fédérale de notre pays mais aussi du Parlement Benelux, à ce que les revendications et demandes qui me parviennent fassent l'objet d'une réflexion et d'un suivi.

La frontière et les relations franco-belges

Des délits environnementaux à la frontière à l'aide médicale d'urgence transfrontalière, en passant par la coopération policière entre les services belges et français, la ligne ferroviaire reliant Tournai à Lille ou encore l'imposition des binationaux et l'entretien des bornes frontalières entre la France et la Belgique, ont formé autant d'interpellations auprès de notre gouvernement durant la session parlementaire qui nous précède. J'ai tenté de répondre à l'ensemble des citoyen.ne.s sollicitant mon écoute et mon aide afin de répondre à leurs interrogations mais surtout, d'améliorer la situation lorsqu'il me l'était permis. Dans ce cadre, je souhaite, évidemment, continuer à inviter notre population à me contacter lorsque le besoin s'en fait ressentir pour que leurs questions ne restent pas sans réponse.

Le Parlement Benelux

Le travail au sein de l'Assemblée Interparlementaire Benelux s'est également enrichi pour une coopération transfrontalière accrue et efficiente entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg.

Notamment, en tant que président de la commission Affaires sociales, Santé publique, Enseignement et Sport, j'ai présenté notre proposition de recommandation relative aux pensions transfrontalières devant nos collègues belges, néerlandais et luxembourgeois, qui fut votée à l'unanimité, le 18 juin dernier en séance plénière à Namur.

Constatant qu'un certain nombre de problèmes subsistent et surviennent en raison de l'augmentation de la mobilité du travail et des dynamiques désormais structurées de télétravail, ce texte définit plusieurs demandes prônant une mise en œuvre plus efficiente de la collaboration entre nos pays concernant les pensions de nos concitoyen.ne.s.

6. Le numérique au service de la société

Les enjeux du numérique touchent désormais l'ensemble du fonctionnement de notre société. La crise sanitaire a rendu les outils en ligne indispensables à nos tâches quotidiennes mais a également élargi la fracture numérique qui peut exister entre les utilisateur.rice.s. Le numérique se voit donc traversé par différents dilemmes sur lesquels je suis resté attentif : la cybersécurité, le respect des droits et la protection des données, et, enfin, l'impact climatique.

La cybersécurité

S'il convient d'améliorer les structures numériques de nos institutions au profit d'un accès simplifié pour l'ensemble de nos concitoyen.ne.s, le renfort des balises de sécurité a aussi fait état de mes demandes afin de pallier aux risques actuels en termes de cybersécurité. Plusieurs sujets de questions ont donc ponctué les derniers mois comme la lutte contre la cybercriminalité ou encore l'état de la cybersécurité de nos administrations publiques et institutions.

Le respect des droits et la protection des données

Les droits des utilisateurs du numérique sont régis par le RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données) depuis de nombreuses années mais des risques peuvent néanmoins survenir au fil des projets et des dynamiques sociétales. J'ai pris le soin de m'informer et d'interroger nos ministres compétents concernant les risques liés à l'utilisation de l'eID, cette carte d'identité électronique permettant de s'identifier officiellement en ligne, sur le respect du RGPD dans l'utilisation de Google Analytics, qui fut récemment condamné par les commissions nationales de l'informatique et des libertés française et autrichienne, mais aussi sur la mise en place de garde-fous dans le cadre de la collecte de données au sein de la police, par exemple au travers du projet i-Police ou des bases de données des caméras ANPR et des *bodycams* employées par nos forces de l'ordre.

L'impact climatique

Si le numérique belge se doit d'être à la hauteur des défis actuels, une problématique importante doit nous préoccuper : son effet sur le changement climatique et l'environnement. Un exemple à cet égard fut l'échange renouvelé que j'ai pu entretenir avec la Ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal en suite de mon interpellation au sujet de l'impact climatique des cryptomonnaies en termes de pollution et d'utilisation élevée d'énergie. En effet, une étude réalisée par la Banque centrale néerlandaise (DNB) a indiqué qu'une transaction par le biais de bitcoins était responsable d'autant d'émissions de CO2 qu'un ménage moyen en trois semaines. De plus, le Digiconomist souligne que cette cryptomonnaie consomme, aujourd'hui, 20 fois plus d'électricité qu'en 2017. Enfin, une étude publiée en septembre 2021 nous informe que les mineurs de bitcoins génèrent autant de déchets électroniques que les Pays-Bas, en raison de la durée de vie extrêmement courte des machines employées. Si la prise de décision se situe au niveau européen, j'ai souhaité revenir, une fois de plus, sur cette problématique auprès de la ministre concernée.

Dans le même esprit, le 1^{er} juin 2021 dernier, j'ai déposé une proposition de résolution afin de demander au gouvernement l'évaluation et la réduction des impacts environnementaux et climatiques des équipements numériques en favorisant l'économie circulaire et la durabilité des technologies mises sur le marché, et en luttant contre les pratiques commerciales douteuses contraignant nos concitoyen.ne.s à la surconsommation en raison d'une panne et d'une impossibilité de réparation de leurs équipements. Ce texte déposé durant la session précédente fut discuté à plusieurs reprises en commission parlementaire cette année et, je l'espère, pourra aboutir à un vote favorable, mais surtout des mesures fortes, à la rentrée prochaine.

Annexes – Tableaux récapitulatifs

QUESTIONS

Commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières administratives

- Questions orales :

Date	Titre
20-10-21	L'établissement des caméras ANPR
20-10-21	La lutte contre la cybercriminalité
20-10-21	Les bases de données des caméras ANPR
26-10-21	La prostitution de mineurs
26-10-21	L'accueil des plaintes de violences sexuelles au sein des commissariats belges
27-10-21	Le centre Fedasil de Mouscron
01-12-21	L'accessibilité numérique des sites internet des services publics
15-12-21	La coopération transfrontalière
12-01-22	La formation des policiers au bien-être animal
12-01-22	Le nouveau projet lié au Fonds Groupes vulnérables
12-01-22	Le Conseil d'Etat
12-01-22	Les violences physiques et sexuelles commises envers les personnes LGBTQI+
09-02-22	La Police des chemins de fer de Tournai
09-02-22	La revalorisation salariale des policiers
09-02-22	Les négociations sectorielles au sein de la fonction publique
15-02-22	La poursuite des délits environnementaux transfrontaliers
23-02-22	Le matériel et l'équipement de la police
23-02-22	La Police des Chemins de Fer
23-02-22	L'indexation automatique des traitements du personnel de police
29-03-22	L'Agence pour la Simplification Administrative
30-03-22	La négociation sectorielle de revalorisation salariale du personnel de police
27-04-22	Les déclarations du commissaire général de la police fédéral
04-05-22	La formation des policiers à la conduite prioritaire
04-05-22	L'utilisation et l'encadrement du pistolet à impulsion électrique
04-05-22	Le projet de nouvelle identité visuelle des véhicules de police
18-05-22	Les agressions à la seringue
18-05-22	Le projet i-Police
15-06-22	Les bandes de motards
29-06-22	L'utilisation des bodycams par nos services de police
29-06-22	La confiance envers nos services de police
29-06-22	Les alertes unilingues envoyées aux zones de secours
29-06-22	Les discriminations au sein de la police
29-06-22	La mise en place des chèques repas pour le personnel de la police intégrée
29-06-22	La formation des policiers
12-07-22	La cybersécurité de nos administrations publiques et institutions

- Questions écrites :

Date	Titre
13-10-21	Rapportage des délits de discriminations
01-02-22	Recrutement au sein de la police
10-02-22	La lutte contre les discriminations
18-02-22	Accords internationaux conclus avec la France en matière de sécurité transfrontalière
22-03-22	Processus de domiciliation effectués par les policiers locaux

Commission de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat

- Questions orales :

Date	Titre
19-10-21	La première partie de le COP15
19-10-21	La réglementation de l'exploitation minière des fons marins
19-10-21	Le renforcement de la capacité de l'éolien offshore
23-11-21	L'interdiction des PFAS au niveau européen
23-11-21	La trajectoire vers un réduction de 55% des émissions de CO2 en 2030
07-12-21	Le rapport "World Energy Outlook 2021" de l'AIE
11-01-22	La trajectoire vers un réduction de 55% des émissions de CO2 en 2030
11-01-22	LE bimonitoring sur les polluants chimiques réalisé par Test Achats
11-01-22	L'engagement de la Banque nationale de Belgique à soutenir la déclaration du NFGS lors de la COP 26
11-01-22	Le plan d'action fédéral pour une économie circulaire
08-02-22	L'enquête de Test Achats sur l'expérience de la population en matière de labels environnementaux
22-03-22	La seconde partie du sixième rapport du GIEC
22-03-22	La stratégie REPowerEU et le package Fit For 55
22-03-02	La dernière réunion préparatoire à la COP 15
22-03-22	L'impact climatique des cryptomonnaies
26-04-22	Le rapport "Belgium 2022: Energy Policy Review" de l'AIE
10-05-22	La troisième partie du sixième rapport du GIEC
10-05-22	L'interdiction de produits chimiques toxiques au niveau européen
14-06-22	Les propositions du Fit for 55 discutées au Parlement européen
14-06-22	L'OCAM Climat
14-06-22	Le Haut Comité pour une transition juste
28-06-22	La taxation des surprofits des acteurs des marchés de l'énergie

- Questions écrites :

Date	Titre
10-12-21	Le rapport World Energie Outlook 2021 de l'AIE
21-03-22	Le bruit sous-marin continu

Commission de la Santé et de l'Égalité des Chances

- Questions orales :

Date	Titre
21-03-22	L'aide médicale d'urgence transfrontalière

Commission de la Mobilité, des Entreprises publiques et des Institutions fédérales

- Questions orales :

Date	Titre
07-12-21	Le train bloqué à Leuze ce 16 octobre
30-03-22	L'amélioration de la ligne ferroviaire Tournai-Lille

- Questions écrites :

Date	Titre
02-08-22	Les critères de suppression des passages à niveau
08-12-21	Le train bloqué à Leuze le 16 octobre 2021

Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Agenda numérique

- Questions orales :

Date	Titre
23-03-22	Les risques liés à l'eID

- Questions écrites :

Date	Titre
22-09-21	La construction du nouveau palais de justice de Tournai
12-10-21	L'accessibilité numérique

Commission des Finances et du Budget

- Questions orales :

Date	Titre
24-11-21	L'imposition des capitaux complémentaires d'assurances groupe et l'assimilation des prépensions
16-02-22	Le rapport de la Cour des comptes européenne en matière de taxation et de climat
23-03-22	L'imposition des fonctionnaires français binationaux en Belgique

- Questions écrites :

Date	Titre
09-09-21	L'avis du ministère des Finances du 11 juillet 2016
25-11-21	L'imposition des capitaux complémentaires d'assurances-groupe et l'assimilation des prépensions
28-06-22	La double imposition des fonctionnaires français binationaux en Belgique

Commission de la Justice

- Questions orales :

Date	Titre
23-03-22	Le respect du RGPD dans l'utilisation de Google Analytics

Commission des Relations extérieures

- Questions orales :

Date	Titre
14-06-22	La réparation et l'entretien des bornes frontalières entre la Belgique et la France

- Questions écrites :

Date	Titre
17-11-21	Les mariages forcés en Afghanistan
31-03-22	La réparation et l'entretien des bornes frontalières

Séance plénière

- Questions orales :

Date	Titre
17-03-22	L'accord sur l'énergie
19-05-22	La lutte contre l'homophobie
02-06-22	La grève dans la fonction publique et le secteur public
14-07-22	La taxation des surprofits dans le secteur de l'énergie

PROPOSITIONS DE LOI ET DE RÉOLUTION

Titre	Dépôt	Vote
Proposition de résolution visant l'évaluation et la réduction des impacts environnementaux et climatiques des équipements numériques.	01-06-2021 *Session précédente	
Proposition de résolution visant à lutter contre la pollution et les risques sanitaires liés à l'exposition aux PFAS présents dans les emballages alimentaires	18-10-21	07-07-22
Proposition de résolution visant à améliorer la confiance des citoyens envers leur police, en instaurant la médiation dans le traitement des plaintes.	20-10-21	10-03-22
Proposition de loi modifiant la loi du 5 juillet 1994 relative au sang et aux dérivés du sang d'origine humaine en ce qui concerne les critères d'exclusion au don de sang.	12-01-22	02-06-22
Proposition de loi modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile afin de permettre au conseil de zone de secours d'organiser des réunions électroniques à distance lorsque l'ordre du jour le permet.	21-04-22	
Proposition de loi modifiant la loi du 2 mai 2019 relative aux pétitions adressées à la Chambre des représentants en vue de permettre aux Belges résidant à l'étranger de soutenir une pétition.	30-05-22	

RAPPORTEUR

Titre

Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les conditions de sélection, la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police.

Proposition de loi modifiant la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police en vue d'assortir l'usage des menottes de garanties claires dans le cas d'enfants mineurs.

Projet de loi modifiant la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace en ce qui concerne l'obligation, pour le Service d'Enquêtes du Comité P, d'informer l'autorité disciplinaire compétente de l'existence d'une faute disciplinaire éventuelle lorsqu'il agit dans le cadre d'une enquête pénale.

Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration afin de rendre contraignantes les décisions de la commission d'accès aux documents administratifs.

Projet de loi portant modification de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de contrôle nucléaire, en ce qui concerne les compétences de cette Agence en matière de règles générales et de critères d'acceptation, visés à l'article 179, § 2, 4°, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980

Proposition de loi modifiant la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration et l'arrêté royal du 29 avril 2008 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission d'accès aux et de réutilisation des documents administratifs, en vue de moderniser la législation fédérale relative à la publicité de l'administration et de l'aligner sur la réglementation en vigueur dans les Régions.

Proposition de résolution visant à simplifier et à stimuler les travaux d'efficacité énergétique dans les immeubles à appartements en copropriété forcée.

Proposition de loi garantissant le soutien de la Protection civile aux 34 zones de secours et au Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente.

Projet de loi contenant le Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2022.

Proposition de loi modifiant la loi du 7 avril 2019 établissant un cadre pour la sécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique, en vue de soumettre les fournisseurs de services essentiels du service public qui dépendent des réseaux et des systèmes d'information à certaines exigences en matière de sécurité et de notification.

Proposition de loi modifiant la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, en vue d'optimiser les conditions de recrutement.

Proposition de résolution visant à mettre à l'ordre du jour de la Conférence Interministérielle sur la Migration et l'Intégration les enseignements tirés des rapports de la Banque nationale de Belgique et du Conseil supérieur de l'emploi ainsi que les mesures spécifiques visant à l'intégration des ressortissants étrangers sur le marché du travail.

Proposition de loi modifiant la loi du 10 novembre 2006 relative aux heures d'ouverture dans le commerce, l'artisanat et les services et la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, ayant pour objectif de renforcer les mesures de police administrative afin de mieux encadrer les magasins ouverts la nuit.

Projet de loi modifiant la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière.

Projet de loi modifiant la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 et modifiant la loi-programme du 30 décembre 2001.

Projet de loi modifiant l'article 69 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.